Après les AG parisiennes du 17 janvier,
plus que jamais, les universitaires dans l'action
Grève administrative et grèves massives les 20 et 29 janvier.

Nouveau :

Le SNESUP vient de mettre en ligne son nouveau site, dont la ligne graphique est maintenant commune avec le mensuel. Découvrez-le sur www.snesup.fr en mettant à jour vos liens dans votre rubrique de favoris (relancer le lien peut être nécessaire).

En ces jours de fortes mobilisations pour les universités et pour la recherche, pour défendre la formation des enseignants, les IUT, nos statuts malmenés par le décret préparé par V. Péresse, ce site est un lieu d'information et d'accélération des luttes. Les internautes sont invités à diffuser l'adresse, à fournir des informations et avis... avec l'indulgence qu'une phase de rodage appelle.

Les annonces de Darcos et Péresse du 15 janvier très contestées**Formation des enseignants :**

- Délais : la course insensée continue, V. Péresse veut toujours les maquettes le 15 février, alors que les ministères donnent, à un mois de cette échéance, une information attendue depuis septembre sur les stages et alors que le MEN n'a encore rien publié de réglementaire sur les épreuves des concours.
- Financement des études : une régression dangereuse indigne de notre société se prépare.
- Stages : en M1, rien d'obligatoire ("pourront être offerts") ; en M2, rien d'obligatoire non plus ("pourront être effectués") ; 108 h maximum de stage en responsabilité, ce qui équivaut à 4 semaines au plus pour les futurs PE, au lieu de 6 semaines en groupé (= 24 jours) + 26 jours en filé (équivalent à 6 semaines et demi) ! Quant au paiement des 100 heures de stage en responsabilité, il est étrangement prévu 3000 euros ...
- Il n'est pas question de l'année après le concours. Le MEN jette le masque ; cette année ne fait plus partie de la formation. Elle reste sous la forme d'une prise en charge totale de la classe. Parler "d'une année de stage" est donc une façon impropre de s'exprimer ! C'est le retour à la pratique du stagiaire bouche-trou jeté sans préparation et sans accompagnement sur les terrains les moins courus.

La CPU aura été entendue : les ministères lui offrent carte blanche pour "un comité de suivi", rien n'est formulé sur l'expérience et le potentiel des IUFM !

Le SNESUP exige l'annulation de ces dispositifs précipités et la négociation globale de la formation des maîtres concours et masters. Le refus de produire et transmettre les maquettes est plus que jamais d'actualité.

Une coordination inter-IUFM sur l'ensemble de ces questions est envisagée samedi 24 janvier.

La colère gronde après les modifications cosmétiques proposées par Valérie Péresse sur le décret statutaire :

Au sein des sections du CNU comme dans les universités, et ce samedi 17 au sein d'une coordination centrée sur les disciplines juridiques et économiques, le décret qui fait exploser le statut national des enseignants-chercheurs ne passe pas. Nos revendications contre ce texte en visent l'essentiel : le SNESUP réclame le maintien d'une gestion nationale des carrières assurée par le CNU pour au moins la moitié des promotions. Il refuse la transformation des universités en entreprises et des présidents en managers. **Toutes les raisons d'agir ensemble sont réunies.**

- 20 janvier : appel à la grève pour solidariser les actions dans l'enseignement supérieur et la recherche
- 22 janvier : IUT
- 22 janvier : coordination Ile de France élargie (site Lourmel – Paris 15ème) et commission administrative nationale du SNESUP
- 24 janvier : coordination inter-IUFM
- 26 janvier : journée d'action (grève, conférences de presse) dans les UFR juridiques, à l'appel, entre autres, du « Collectif pour la défense de l'université »
- 29 janvier : grèves et manifestations interprofessionnelles

Résistance aux intimidations :

Rétention de notes, suspension des délibérations de jurys, refus de collaborer à l'élaboration de maquettes de masters, s'est répandue dans toute la France. Les menaces contre les personnels d'où qu'elles viennent (administration, étudiants, etc.), lorsqu'elles invoquent le caractère illégal de ce moyen d'action, le recours à la justice (référé), sont sans fondement. Les questions de droit universitaire ne se traitent pas ainsi.